



MOBNET

MOBILITY · NETWORKING · ENTREPRENEURSHIP

Obility and NETworking among Italy, France, Morocco, Tunisia to foster youth employment



Guide de l'entrepreneur social en Italie



MOBNET une première initiative financée par l'Union Européenne visant à promouvoir la mobilité des jeunes porteurs d'idées et entrepreneurs sociaux entre les deux rives de la Méditerranée.

Les pays impliqués dans cette collaboration sont la France, l'Italie, le Maroc et la Tunisie.

Ce guide est destiné aux entrepreneurs sociaux engagés dans ce programme MOBNET et plus largement aux entrepreneurs sociaux en Tunisie. Il a vocation à : informer, inspirer, aider à comprendre et guider pour agir et entreprendre.

Les partenaires du projet sont :

En Italie

ASEV, CEDIT, Oxfam Italia et la Région Toscane (associé)



En France

MOUVES



Au Maroc

Remss



En Tunisie

TCSE



"Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de l'Agence pour le Développement Empelese Valdelsa et ses partenaires et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne."

Introduction

L'entrepreneuriat social n'est pas nouveau en Italie. Le concept d'entreprise sociale semble être largement accepté dans le pays. En effet, il prend racine dans une longue et importante tradition portée par les principes religieux et socialistes des organisations du tiers secteur, comme *Misericordia* et *Assistenza Pubblica*, et les coopératives, considérées comme les prédécesseurs des entreprises sociales non seulement en Italie mais dans la plupart des pays européens aussi (BELLUCCI et al., 2014).

Actuellement, les entreprises sociales italiennes jouissent d'une légitimation substantielle dans le cadre des systèmes de gouvernance locale. La loi sur les coopératives sociales du 1991 a été enrichie par la loi de 2006 sur l'entreprise sociale. De plus, la troisième réforme sectorielle a été adoptée en 2016. Le secteur de l'économie sociale, défini comme «toute l'activité économique axée sur les valeurs de solidarité, de collaboration, d'effort collectif et visant à l'application de la cohésion sociale», joue un rôle important dans l'ensemble du système économique italien. Cette reconnaissance par l'administration publique a favorisé nombreux partenariats établis entre les organismes publics et les coopératives sociales au cours des 30 dernières années (ISEDE-NET, 2012, p.18).

Même si la croissance continue de nouvelles coopératives a été enregistrée au cours de la dernière décennie, le développement de l'économie sociale est inégale sur l'ensemble du territoire italien et répond à différents facteurs de croissance. Alors que la croissance en Ligurie, en Ombrie, en Toscane et au Frioul-Vénétie Julienne répond à la demande en raison de facteurs démographiques, les finances publiques sont responsables en Vénétie, en Sardaigne, dans le Trentin-Haut-Adige. En Émilie-Romagne, l'augmentation de l'économie sociale découle de la longue tradition du capital social. Au contraire, les régions du Sud restent derrière en ce qui concerne la promotion des entreprises sociales (ISFOL, 2014).

Très probablement en raison de sa mission sociale, les jeunes semblent être particulièrement attirés par le secteur de l'économie sociale. En effet, le Global Entrepreneurship Monitor «Rapport 2009 sur l'entrepreneuriat social» a montré qu'en Europe, les personnes âgées de 18 à 35 ans sont plus engagées dans l'entrepreneuriat social que toute autre tranche d'âge.

La jeunesse est également le groupe d'âge le plus touché par la crise actuelle de l'emploi résultant de la crise économique de 2008. En effet, les taux de chômage des jeunes doublent ou plus que doublent les taux de chômage pour tous les âges. Pour aggraver les choses, le taux de chômage des jeunes en Italie est parmi les plus élevés enregistrés dans l'Union européenne: 34,1% (EUROSTAT, 2017).

L'élargissement du fossé historique entre les régions du sud et du nord signifie que les jeunes du sud sont confrontés à un défi encore plus grand sur le marché du travail. En 2013, en Campanie, en Sicile, en Sardaigne, en Basilicate et en Calabre, le taux de chômage des jeunes dépassait les 50%.

Le chômage des jeunes est particulièrement grave non seulement en raison des défis actuels, mais aussi parce que les périodes de chômage peuvent avoir des répercussions à long terme sur les individus, notamment une réduction des revenus et une plus grande probabilité d'exclusion sociale et de marginalisation (OCDE, 2016).

En ces temps de récession et de taux de chômage élevés, les autorités européennes et italiennes considèrent que l'économie sociale et l'entrepreneuriat social constituent un enjeu crucial des politiques publiques car elles combattent l'exclusion sociale et le chômage (ISEDE-NET, 2012). En 2013, sous la présidence britannique du G8, le Groupe de travail sur l'impact social (SIIT) a été créé pour promouvoir les investissements à impact social et harmoniser la croissance économique dans les pays du G8. En 2014, les efforts de SIIT ont donné lieu à un rapport international intitulé «Investissement d'impact: le cœur invisible des marchés, exploiter l'esprit d'entreprise, l'innovation et le capital pour le bien public» et le conseil consultatif italien a publié son rapport national «*Gli investimenti ad impatto sociale per una nuova economia*». Enfin, en 2016, l'agenda

italien de l'impact social a été établi en tant que réseau pour promouvoir les investissements à impact social et l'entrepreneuriat social en Italie (Programme d'Impact Social pour l'Italia, 2017).

Bien que les taux de travail indépendant des jeunes en Italie soient supérieurs à la moyenne de l'UE, ce qui est cohérent avec une économie essentiellement basée sur des petites entreprises comme l'Italie, et le fait que les jeunes italiens semblent particulièrement intéressés par le travail indépendant. Le taux de propriété des nouvelles entreprises parmi la jeunesse italienne est assez haut.

Le jeune entrepreneur social moyen en Italie est un résolveur de problèmes intéressé à créer de nouveaux emplois et à améliorer les produits et services existants, et leur entreprise sociale est au stade de l'idée. Ils ont identifié comme des obstacles à devenir un nouveau entrepreneur social la manque de compétences en affaires et en gestion, pas assez de financement et trop de bureaucratie. Les jeunes entrepreneurs sociaux italiens obtiennent un soutien non financier principalement auprès d'organisations à but non lucratif, suivis par des incubateurs et des accélérateurs, et enfin par des universités. Malgré le fait que le soutien financier ne soit pas adapté à la demande, les initiatives publiques sont les principales sources d'aide financière pour les entreprises privées. Ils sont en général satisfaits du soutien reçu ayant mentionné des améliorations pertinentes dans leur réseau professionnel et la confiance dans la capacité à créer des changements sociaux en tant que résultats.

Réalité de l'entrepreneuriat social des jeunes en Italie: lois et droits, cadre juridique

L'Italie a un cadre juridique distinctif en matière d'économie sociale: c'est l'un des rares pays à avoir une loi sur les coopératives sociales (forme juridique) et une loi sur les entreprises sociales (statut juridique). La loi sur les coopératives sociales (1991) a établi une nouvelle forme juridique de coopérative: la coopérative sociale. En fait, cette loi ne constituait que le cadre législatif d'un phénomène qui s'était développé spontanément depuis les années 1970 en Italie (BORZAGA, IANES, 2006 apud BELLUCCI et al., 2014).

Contrairement aux coopératives traditionnelles, principalement orientées vers le service des intérêts mutuels de leurs membres, les coopératives sociales recherchent des objectifs sociaux ou d'intérêt général. Leur rôle inclusif envers la communauté, le statut sans but lucratif et l'attitude sociale ou environnementale rendent les coopératives sociales admissibles à certains avantages fiscaux, c'est-à-dire que leurs cotisations de sécurité sociale sont déductibles d'impôt. Pour les mêmes raisons, ils ont également droit à la qualification ONLUS (*Organizzazione Non Lucrative di Utilità Sociale*), une catégorie fiscale établie sur la base du décret législatif 460/1997 qui permet l'exonération fiscale sur le revenu annuel, et dans certaines régions l'exemption sur l'IRAP (taxe régionale sur l'activité de production).

Contrairement au cadre légal sur les coopératives sociales, la loi de 2006 ne prévoit aucun avantage fiscal (BELLUCCI et al., 2014). En raison du petit nombre d'organisations qui ont adopté le nouveau statut juridique, ce qui n'est pas surprenant puisque la qualification d'entreprise sociale ne semble pas avantageuse, il est juste de dire que cette loi n'a pas réussi à accomplir ce qu'elle avait initialement prévu. En raison de l'échec perçu de la loi sur les entreprises sociales, de nombreux débats et documents contenant des recommandations sur la façon de réformer la loi en vue d'une forme plus incitative ont suivi et en 2016, la troisième réforme sectorielle a été adoptée.

Sa contribution la plus importante a été d'inclure une définition du tiers secteur dans la législation italienne. En outre, les législateurs ont décidé que l'entreprise sociale jouera un rôle clé dans la croissance du troisième secteur. Après avoir identifié l'interdiction de la distribution des bénéfices comme une entrave à la diffusion du modèle d'entreprise sociale, les législateurs italiens ont introduit une innovation révolutionnaire de la loi permettant pour la première fois, même dans les limites et les conditions qui restent à préciser, un entité du troisième secteur pour accéder à des formes de rémunération du capital social (GORI, ROSSI, 2016).

Ceci est la preuve d'un processus d'hybridation progressive entre le tiers secteur et le monde des affaires à but lucratif, qui a été encouragé par le gouvernement pour promouvoir l'indépendance du tiers secteur vis-à-vis du secteur public. L'idée est que le tiers secteur devienne plus autosuffisant, capable de se maintenir grâce aux ressources du marché.

Néanmoins, la création d'un «marché social», un marché de services sociaux du troisième secteur, tel que prévu par la Réforme, semble être une autre facette de l'agenda minimale de l'État qui réduit les pouvoirs et les devoirs de l'État envers ses citoyens. Il est important de garder à l'esprit que le tiers secteur est apparu pour remplir des fonctions que l'État ne pouvait ou ne voulait pas faire. En effet, les coopératives sociales, prédécesseur des entreprises sociales, ont pris de l'ampleur en Italie dans les années 1970, du fait que les pouvoirs publics luttent pour assurer les services sociaux (ISEDE-NET, 2012).

Ainsi, promouvoir l'indépendance complète et totale de ce secteur vis-à-vis de l'administration publique pourrait signifier que l'État ne fournit pas à ses citoyens leurs droits fondamentaux (soins de santé universels, éducation, logement, etc.) mais refuse de soutenir le seul groupe des entités qui, de manière non biaisée, ne sont pas orientées vers le profit, s'efforcent de garder la société comme une unité cohérente.

Obtenir des fonds

En comparaison avec d'autres pays européens, l'Italie bénéficie d'un écosystème de soutien aux entreprises sociales assez développé et riche. Cependant, le système de soutien aux jeunes entrepreneurs souffre d'un manque de stratégie globale. En conséquence, de nombreuses actions gouvernementales sont des interventions ponctuelles au lieu d'actions complémentaires coordonnées dans le cadre d'un système entier. Le modèle de gouvernance à multiniveaux de l'Italie, où la plupart des programmes de soutien à l'entrepreneuriat sont mis en œuvre localement, le rend plus difficile. Par conséquent, le soutien varie grandement en quantité et en qualité d'une région à l'autre.

Le fait que la plupart des programmes de soutien se concentrent sur des projets innovants à fort potentiel, c'est-à-dire des projets qui génèrent plus d'emplois et de revenus, généralement sous l'impulsion de jeunes très performants, complique davantage les initiatives d'entrepreneuriat social.

Même si beaucoup de fonds ont été consacrés à l'entrepreneuriat des jeunes, seule une petite partie a été consacrée aux initiatives d'entrepreneuriat des jeunes, plus précisément 6% des ressources totales des programmes régionaux ont été alloués à cette fin (ISFOL, 2014 apud OCDE, 2016).

Le plus grand défi que rencontrent les jeunes entrepreneurs est probablement l'accès au crédit. L'accès au crédit est particulièrement difficile à obtenir étant donné que les jeunes manquent de savoir-faire en affaires et en gestion, d'actifs à utiliser en garantie, de crédibilité en tant que gens d'affaires et de connaissances sur d'autres sources de crédit. Alors que les institutions de crédit traditionnelles telles que les banques sont susceptibles d'être la principale source de financement pour les jeunes entrepreneurs, leurs plans d'entreprise tendent à être considérés comme présentant un risque élevé, exigeant des garanties que les jeunes ne sont généralement pas en mesure de fournir.

Une autre possibilité est la microfinance qui comprend des services tels que le microcrédit (prêts inférieurs à 25 000 euros). Étant donné qu'il fournit des services financiers aux micro-entrepreneurs et aux petites entreprises, qui n'ont pas accès aux services bancaires traditionnels en raison des coûts de transaction élevés liés à ces catégories de clients, il semble être une option de crédit plus adaptée pour les jeunes entrepreneurs. D'autre part, la microfinance est une évolution relativement récente en Italie: la forme juridique des Instituts de microfinance (IMF) a été créée et leurs activités, réglementées dans le cadre des modifications de la loi bancaire en 2010, et peu de programmes de microcrédit ciblent directement les jeunes.

Une option intéressante pour les entrepreneurs en démarrage est PerMicro Italia. Il a été créé en 2003 à

Turin, mais fournit désormais un soutien national en microfinance et en coaching à travers ses centres PerMicro Lab. En 2013, PerMicro Italia s'est associé à Youth Business International (YBI), un réseau international d'agences soutenant les efforts entrepreneuriaux et indépendants des jeunes dans plus de 40 pays, afin d'élargir et d'améliorer le soutien aux jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 35 ans. L'Italie dans leurs entreprises. Ainsi, Youth Business Italy a été créé.

Crowdfunding, mis en œuvre en tant que plateformes en ligne peer-to-peer (P2P) fournissant un contact direct entre entrepreneur et investisseur, principalement des personnes désireuses de contribuer avec de petites sommes d'argent, est devenu une source de financement populaire dans certains pays européens dont l'Italie. C'est certainement une source de financement prometteuse pour les jeunes entrepreneurs sociaux, notamment en tant que plateformes de crowdfunding sur des projets sociaux, en créant une communauté en ligne, pouvant engager des investisseurs qui suivront et peut-être même se joindront au projet fur et à mesure.

Lancé en mars 2016 SELFIE-emploi est un instrument financier qui vise à soutenir les jeunes NEET italiens désireux de s'engager dans l'entrepreneuriat et le travail indépendant, qui ne recevraient généralement pas de financement par les canaux traditionnels, par le microcrédit (jusqu'à 25 000 €) et prêts (jusqu'à 50 000 €). Si l'idée d'entreprise obtient une évaluation positive, le bénéficiaire peut avoir accès à des facilités de prêt par l'intermédiaire du Fonds national renouvelable. L'accès au crédit est subordonné à la participation à des formations supervisées par la Chambre de commerce régionale et des services de soutien sont fournis pour la première année après la signature de l'accord de prêt, réduisant ainsi le risque associé au démarrage d'une nouvelle entreprise. Dans le cadre de la garantie pour la jeunesse, un programme de l'UE visant à assurer la transition réussie des jeunes au travail grâce à des programmes nationaux dans chaque État membre, et avec l'aide de l'Initiative pour l'emploi des jeunes, l'instrument repose sur un total d'environ 137 000 000 € jusqu'en décembre 2020 (Commission Européenne, 2017).

D'autres organisations telles que ItaliaCamp, Make a Cube et différents centres d'impact lancent fréquemment des appels à projets d'entrepreneuriat social, offrant aux lauréats des services de formation, d'incubation et d'accélération ainsi que des fonds de démarrage.

Bonnes pratiques et gens cool

Dario Riccobono de Addio Pizzo Travel

Dario Riccobono était seulement un adolescent dans sa ville natale de Capaci quand il a été témoin du meurtre du procureur anti-mafia Giovanni Falcone dans un attentat à la voiture piégée. Aux côtés de Paolo Borsellino, un autre procureur tué un mois plus tard de la même manière, Falcone avait orchestré des efforts pour abattre la mafia en Sicile. Dario se souvient avoir entendu le bruit de l'explosion et courir avec son père pour voir ce qui s'est passé. Les assassinats publics de procureurs, de policiers et de prêtres anti-mafia dans les années 1990 étaient routiniers, tous faisant partie d'un flot croissant de violence perpétré par la mafia (ASHOKA, 2017).

Profondément marqué par ces événements, Dario a rejoint, en 2004, *Addio Pizzo*, un réseau de petits entrepreneurs qui avaient décidé de dire non au *pizzo*, taxe de protection en dialecte sicilien, étant une forme de racket. Les entrepreneurs et les propriétaires de magasins sont contraints de payer régulièrement de l'argent à la mafia pour se protéger. Après l'avoir rejoint, Dario a restructuré le réseau et créé en 2009 son propre spin-off, *Addio Pizzo Travel*, pour lutter contre la mafia même à l'extérieur de la Sicile en tirant parti du pouvoir des consommateurs. Comme le crime organisé est un géant économique mondial, Dario a compris qu'il faut plus que changer l'état d'esprit des Siciliens pour comprendre que quiconque achète des biens et



des services auprès d'entreprises piquantes est un complice tacite de la mafia. Ce changement de mentalité doit également être encouragé à l'échelle internationale.

Addio PizzoTravel travaille en tant que tour-opérateur et médiateur culturel. Grâce à son site Web, les touristes du monde entier peuvent organiser un voyage en Sicile où chaque hôtel, location de voiture, restaurant, bar, etc. est certifié mafieux. Outre les voyages éthiques, Addio Pizzo Travel propose également des visites où les touristes ont la chance de voir l'île à travers les lentilles du mouvement anti-mafia. Le même tour, bien que spécifique à l'âge et plus approfondi, peut être réservé par les écoles. En fait, Dario travaille en étroite collaboration avec les écoles pour les encourager à choisir la Sicile comme destination pour le voyage éducatif annuel. L'objectif est d'éduquer les prochaines générations sur le crime organisé, sur la façon dont leurs actions sont corrosives et délétères pour la structure sociale, économique et politique d'une communauté, et de les préparer ainsi à la combattre avec plus de succès.

www.addiopizzotravel.it/

Coworkeria

Tania Mattei, Daniele Bini, Simone Giannelli, Giuseppe Tonini, Marta Dell'Amico, Chiara Giannelli, Paola Guerra et Enrico Michelucci sont les 8 jeunes sélectionnés pour suivre le projet de formation 2015 "Orientamento al Futuro". Lancé par l'administration locale de Massa Carrara, RENA, Impact Hub Firenze et ActionAid, l'appel public a attiré près de 40 jeunes âgés de 16 à 35 ans dans le but de créer la première expérience de coworking pour la ville de Massa Carrara. Avant le processus de sélection, les participants ont suivi un cours de formation de deux semaines sur l'entrepreneuriat, l'innovation, l'auto-emploi, la construction communautaire, la gestion de l'espace par les jeunes et la communication. Ensuite, les 8 jeunes sélectionnés ont participé à la conception de l'espace de coworking dans le cadre d'un laboratoire de 6 mois hébergé et géré par Impact Hub Firenze. En considérant le coworking comme un moyen de créer un espace de référence pour tous les professionnels de Massa où ils peuvent travailler, organiser des conférences et des réunions, mais surtout, travailler en réseau et collaborer pour aider la ville à se développer, Coworkeria a été créée par la municipalité de Massa. C'était un marché délabré qui a été restauré par les jeunes entrepreneurs et héberge maintenant leur création. Un espace de travail partagé, bien équipé et confortable qui permet aux professionnels, indépendants et créatifs de gagner du temps et de l'argent et d'entrer dans un réseau actif plein d'énergies, d'idées et d'expériences. Chez Coworkeria, vous rencontrerez d'autres professionnels pour partager des ressources, des compétences, des connaissances, des services de co-conception, découvrir de nouvelles opportunités d'affaires, de la formation et du réseautage. Notre espace est ouvert à l'entrepreneuriat culturel et créatif pour valoriser les meilleurs talents et la capacité à concevoir, dans un environnement favorable et stimulant pour la réalisation de projets, d'idées et de collaborations.

FabriQ et FabriQuiamo

Francesca Scrigna, Davide Cerati et Andrea Rebecchi forment un groupe de jeunes architectes, fondateurs de l'association The Urban Landscape Hub. Après avoir remporté l'appel 4 Innovateurs sociaux de FabriQ, ils ont créé FabriQuiamo. En échange d'un séjour gratuit de six mois chez FabriQ, la possibilité de participer à des projets communs avec FabriQ, Fondazione Giacomo Brodolini et Impact Hub Milano, ainsi que des événements et des formations dispensés par FabriQ et Impact Hub Milano, équipe de FabriQ, réseautage avec la communauté FabriQ et les startups de l'Impact Hub Milano, les lauréats de l'appel devaient proposer l'un des projets éligibles suivants: conception graphique et mise en œuvre pour l'embellissement intérieur et extérieur de l'incubateur; projet d'entreprise conjoint avec FabriQ; organisation d'au moins trois événements au sein de FabriQ sur des thèmes innovants; projet innovant pour soutenir les activités d'incubation; soutien



à la stratégie et à la gestion de la communication de FabriQ; projet d'impact pour les habitants et le territoire de Quarto Oggiaro (FABRIQ).

FabriQuiamo propose un réaménagement fonctionnel, esthétique et perceptuel des espaces extérieurs de FabriQ, avec un accent particulier sur l'entrée du bâtiment. L'objectif principal de FabriQuiamo est de stimuler l'interaction entre les espaces de l'incubateur et les espaces communs environnants afin de les transformer en espaces d'agrégation sociale et d'échanges relationnels, tant pour les utilisateurs de FabriQ que pour les habitants du quartier. Une partie indispensable du projet est l'implication de la communauté et du quartier dans l'exécution afin de créer un sentiment d'appropriation de l'espace (FABRIQ).

En effet, FabriQ est un incubateur d'innovation sociale financé par la municipalité de Milan et géré par la Fondation Giacomo Brodolini, un centre de recherche privé sans but lucratif, avec Impact Hub Milan, une entreprise de coopération et d'incubation du secteur privé (OCDE; COMMISSION, 2015).

En fournissant des installations d'incubation d'entreprises dans un espace équipé de 650 m² financé par la municipalité de Milan avec 240.000 €; et les services, y compris la planification et le développement des affaires, l'encadrement, le mentorat, les services administratifs, les espaces de coworking et la formation à l'entrepreneuriat et à l'entrepreneuriat social. L'objectif de FabriQ est d'aider les nouveaux entrepreneurs. L'incubateur est capable d'accueillir jusqu'à 15 nouvelles start-up à la fois, les hébergeant pour une durée d'un an. Simultanément, les entrepreneurs sélectionnés reçoivent des subventions équivalant à 50% de l'investissement de démarrage requis. Les entrepreneurs potentiels peuvent rejoindre l'incubateur en répondant à un appel à de nouveaux projets d'entreprises sociales. En 2014, la subvention moyenne était de 28 000 euros et le fonds total de 140 000 euros. 50 demandes ont été soumises et 6 projets ont été sélectionnés et attribués. En plus de recevoir des fonds de la municipalité de Milan, FabriQ cherche à atteindre l'autosuffisance financière dans une certaine mesure en facturant les services. On espère que les entreprises incubées resteront membres d'un réseau une fois le processus terminé, contribuant ainsi au succès à long terme de l'incubateur. FabriQ s'efforce également de développer une culture entrepreneuriale en travaillant avec les jeunes et les étudiants.

Recommandation

Étant donné que la politique d'entrepreneuriat des jeunes implique essentiellement trois dimensions différentes (emploi, entreprise et éducation) et que chacun est traité par un ministère différent (travail, industrie et éducation), les politiques actuelles concernant l'entrepreneuriat des jeunes sont fragmentées, entraînant souvent des incohérences, des duplications, lacunes et synergies manquantes. L'avancement du soutien à l'entrepreneuriat des jeunes nécessite une stratégie nationale globale et cohérente afin que les objectifs puissent être clairement définis et que les efforts puissent être coordonnés entre les nombreuses parties prenantes, à savoir les ministères nationaux; gouvernements provinciaux, régionaux et locaux; et plusieurs associations et organisations du secteur privé et du troisième secteur.

Bien que l'Italie dispose de beaucoup de fonds nationaux et européens pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes, des études récentes montrent qu'ils ne sont pas pleinement utilisés. La responsabilisation obligatoire au moyen de rapports afin de suivre, de mesurer et d'évaluer chaque programme financé par le public est essentielle pour améliorer le système de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes en Italie.

L'éducation à l'entrepreneuriat est essentielle si l'Italie faisait de l'entrepreneuriat des jeunes une priorité nationale. Un plan d'action national pour l'éducation à l'entrepreneuriat à tous les niveaux du système éducatif doit être élaboré. Sa création et sa mise en œuvre devraient être réalisées en partenariat avec les autorités publiques avec le secteur tertiaire et le monde des affaires. Engager le milieu des affaires et les organisations à but non lucratif dans l'enseignement de l'entrepreneuriat aux jeunes dans les écoles et les



universités est crucial, car le système éducatif est à la traîne de l'éducation et de la formation entrepreneuriale offertes par ces secteurs. Étant donné que la plupart des formations et des programmes se concentrent uniquement sur l'entrepreneuriat commercial, les jeunes doivent également être éduqués sur les différentes formes d'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat social. De la même manière, les formations et les programmes actuels ciblent les jeunes à fort potentiel, de sorte que l'éducation et le soutien doivent également atteindre les jeunes défavorisés. Enfin, une culture positive de l'entrepreneuriat doit être encouragée en encourageant et en diffusant des modèles de comportement entrepreneurial chez les jeunes. L'accès au crédit doit être facilité non seulement pour les jeunes entrepreneurs, mais aussi pour les jeunes engagés dans d'autres types d'activité entrepreneuriale, même s'ils ne sont pas si novateurs ou basés sur la technologie. D'autres sources de financement telles que le microcrédit, le financement participatif et le capital-risque sont des options prometteuses pour les jeunes qui entreprennent des initiatives entrepreneuriales. Tirer les leçons des expériences internationales L'Italie devrait s'efforcer d'améliorer la microfinance pour les jeunes entrepreneurs de toutes sortes. L'avancement du financement participatif devrait être encouragé car il est pratique et déjà populaire parmi les jeunes. Des incitations devraient être accordées aux investisseurs individuels et aux investisseurs providentiels désireux de soutenir les jeunes entrepreneurs car cette source de financement a beaucoup de potentiel, mais elle est sous-développée en Italie.



References

ASHOKA. **Dario Riccobono**. Webpage. 2017. Available at: < <https://www.ashoka.org/en/fellow/dario-riccobono>>.

BELLUCCI et al. **Social Enterprise, Social Innovation and Social Entrepreneurship in Italy: a National Report**. Florence, 2014. Available at: < <http://www.fp7-efeseiis.eu/national-report-italy/>>.

BINI, Daniele. **Giovani opportunità a Massa apre la Palestra della Creatività**. October 24, 2015. Available at: <<http://www.orientamentoalfuturo.it/files/DanieleBini.pdf>>.

CECOP. **Italy has adopted a reform of the third sector which introduces significant new developments**. Brussels, 2016. Available at: < <http://www.cecop.coop/Italy-has-adopted-a-reform-of-the-third-sector-which-introduces-significant-new>>.

COWORKERIA. **Coworkeria: coworking, sharing, community**. Webpage. Available at: <<http://www.coworkeria.com/>>.

DE SIMONE, Luisa; TORA, Krisztina. **European Learning for Youth in Social Entrepreneurship (ELYSE): Final Report**. London, 2016. Available at:< <http://www.gsen.global/wp-content/uploads/GSEN-Report-Design-5-forweb-2.pdf>>.

EUROPEAN COMMISSION. **A map of social enterprises and their eco-systems in Europe: Country Report - Italy**. London, 2014. Available at: <<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=13026&langId=en>>.

EUROPEAN COMMISSION. **Youth Guarantee country by country: Italy**. Brussels, 2017. Available at: < <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=13643&langId=en>>.

FABRIQ. **Call 4 Social Innovators: it's not about ideas, it's about make ideas happen**. Webpage. Available at: < <http://www.fabriq.eu/call-4-social-innovators/>>.

FABRIQ. **I vincitori della Call 4 Social Innovators**. Webpage. Available at: < <http://www.fabriq.eu/i-vincitori/>>.

GORI, Luca; ROSSI, Emanuele. **La Legge Delega N. 106 del 2016 di Riforma del Terzo Settore**. Osservatorio sulle Fonti, Florence, fasc. 2, 2016. Available at: < <http://www.osservatoriosullefonti.it/mobile-saggi/fascicoli/fasc-2-2016/1019-osf-2-2016-gorirossi/file>>.

ISEDE-NET. **Benchmarking Study on Social Entrepreneurship: Austria, Bulgaria, Hungary, Greece, Italy, Serbia, Slovenia, Ukraine**. Available at: < <http://www.southeast-europe.net/document.cmt?id=189>>.

ISFOL. **Youth Entrepreneurship in Italy: an overview from Isfol**. Rome, 2014. Available at: < http://isfoloa.isfol.it/bitstream/handle/123456789/966/Di%20Saverio_Scialdone_Villante_Youth%20Entrepreneurship%20in%20Italy.pdf;jsessionid=508141CE421425DB8A68937654C7BBDC?sequence=1>.

OECD; EUROPEAN UNION. "Italy: FabriQ Social Enterprise Incubator". In: **The Missing Entrepreneurs 2015: Policies for Self-employment and Entrepreneurship**. OECD Publishing, Paris, 2015. Available at: <<http://dx.doi.org/10.1787/9789264226418-26-en>>.

OECD. **Supporting Youth Entrepreneurship in Italy: a review of policies and programmes**. OECD Publishing, Paris, 2016 Available at: < <https://www.oecd.org/employment/leed/Italy-Youth-Entrepreneurship-Report-FINAL.pdf>>.



ORIENTAMENTO AL FUTURO. Webpage. Available at: <<http://www.orientamentoalfuturo.it/#section5>>.

POLIZZI, Emanuele; VITALE, Tommaso. **La Riforma del Terzo Settore: Democrazia Diminuita o Potenziata?** Milan, 2017. Available at: <http://www.glistatigenerali.com/economia-civile-solidale_innovazione/democrazia-diminuita-o-potenziata-riforma-del-3-settore-fra-rischiopportunita/>.

SOCIAL IMPACT INVESTMENT TASK FORCE (SIIT). **La finanza che include: gli investimenti ad impatto sociale per una nuova economia - Rapporto italiano della Social Impact Investment Task Force istituita in ambito G8.** Rome, 2014. Available at: <<http://www.socialimpactinvestment.org/reports/Rapporto%20Italiano%20Ultima%20versione.pdf>>.

ZANDONAI, Flaviano; VENTURI, Paolo. (Ed.). **Social enterprise in Italy: Plurality of models and contribution to growth. Iris Network Report.** Milan, 2012. Available at: <http://www.irisnetwork.it/wp-content/uploads/2010/04/exsum_reportiris_socent_1-ENG.pdf>.

